

Double coût climatique pour l'industrie suisse

PAR CHRISTINE WERLE

AWP

RÉCHAUFFEMENT Les industriels se disent de plus en plus préoccupés par les conséquences du réchauffement climatique. Les grands consommateurs d'énergie sont les plus concernés. Explications.

Après un été marqué par des périodes de forte canicule, de plus en plus de chefs d'entreprise se disent préoccupés par l'impact du réchauffement climatique sur leur modèle d'affaires. Le dilemme est double pour l'industrie suisse: il lui faut à la fois investir pour atteindre la neutralité carbone et pour anticiper les risques matériels consécutifs à une hausse des températures. Selon un rapport du cabinet d'audit et de conseil Deloitte, 82% des cadres dirigeants en Suisse – contre 70% en moyenne mondiale – estiment que le changement climatique aura un impact important, voire très important sur la stratégie et les opérations de leur entreprise ces trois prochaines années. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport à 2023, où ils n'étaient que 61% à le penser.

Plus de la moitié des cadres interrogés dans l'étude (53%) indiquent en outre qu'ils sont en train de transformer leur modèle d'affaires pour faire face au changement climatique. Là encore, le chiffre est supérieur à la moyenne mondiale (45%).

Réchauffement = augmentation des coûts + baisse de la production

La raison? Les conséquences d'une hausse des températures pour l'industrie suisse se traduiront, notamment, par une augmentation des coûts et une baisse de la productivité. Une étude du Forum économique mondial (WEF), publiée en janvier

dernier, estimait qu'entre 5% et 25% des bénéfices des entreprises seront menacés par les risques matériels du changement climatique d'ici à 2050.

«Les vagues de chaleur augmentent la demande en électricité, pour la climatisation et le refroidissement, ce qui fait grimper les prix de l'énergie. Elles peuvent également provoquer des sécheresses, qui vont faire s'envoler les coûts des matières premières. De plus, les infrastructures sont sensibles aux canicules, sécheresses et inondations, ce qui peut affecter le rendement», explique à Elise Buckle, fondatrice de Climate Bridges et conseillère pour le climat auprès de l'ONU et de la Banque mondiale. Selon elle, les entreprises en font encore trop peu pour anticiper les changements à venir.

Christian Zeyer, codirecteur de l'association économique en faveur du climat Swisscleantech, précise que les secteurs les plus concernés sont ceux qui utilisent une grande quantité d'énergie pour leurs processus de fabrication, notamment l'industrie du ciment, la sidérurgie et l'industrie alimentaire.

Comme la loi sur le climat et l'innovation (LCI) stipule que toutes les entreprises doivent avoir ramené leurs émissions de CO₂ à zéro net à l'horizon 2050, ces secteurs devront changer leur source d'alimentation et passer, par exemple, du gaz naturel à l'électricité. «Mais étant donné que le courant coûte plus cher que les énergies fossiles, les usines devront investir dans

des nouveaux processus économes en énergie», indique Christian Zeyer.

Swiss Steel et Holcim face à leur empreinte carbone

Swiss Steel n'en est qu'au début de cette réflexion. Le sidérurgiste prévoit d'accélérer la conversion de ses fours dans lesquels est coulé l'acier, aujourd'hui alimentés au gaz naturel, vers des solutions électriques ou fonctionnant au gaz renouvelable dans l'optique d'atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici à 2038. Il teste actuellement un projet sur son site allemand de

Krefeld, baptisé Hydreams, visant à remplacer le gaz naturel par de l'hydrogène dans le traitement thermique de l'acier.

Le groupe lucernois évalue aussi les conséquences du changement climatique sur sa production au moyen d'analyses de scénarios. Son rapport de durabilité mentionne que le site d'Emmenbrücke, dans le canton de Lucerne, présente un risque élevé de précipitations extrêmes, rappelant que le siège social de l'entreprise a été fortement touché par des inondations en 2005.

Le cimentier zougois Holcim a lui aussi commencé à remplacer les combustibles fossiles par des alternatives pour le fonctionnement de ses fours à ciment. «Cette approche nous permet à elle seule d'économiser environ 160 000 tonnes de CO₂ par an. Dans notre usine vaudoise d'Eclépens, nous avons déjà atteint une substitution de 95% des combustibles fossiles», explique un porte-parole.

Le géant des matériaux de construction s'est également fixé pour but de produire exclusivement des matériaux de construction neutres pour le climat et entièrement recyclables d'ici à 2050.

Défis pour l'Industrie du lait

Le réchauffement climatique change également la donne pour l'industrie alimentaire, de par son impact sur la matière première et sur les coûts de la production, par exemple dans la branche du lait.

«Les étés plus longs et plus chauds entraînent une baisse de production laitière, car les animaux réduisent leur consommation d'aliments. Ils peuvent aussi impacter la quantité et qualité du fourrage à disposition et avoir une influence négative sur la teneur en matière grasse et en protéines du lait, ce qui peut se répercuter sur les procédés de fabrication de certains produits», détaille Alex Segovia, directeur de la communication chez Cremo.

«Des périodes de chaleur plus fréquentes

impliqueront une demande accrue de froid et feront augmenter la facture énergétique. Les coûts d'exploitation pourront également s'envoler: par exemple, en 2024, les inondations à notre usine de Sierre ont impacté la chaîne logistique, l'approvisionnement et les installations industrielles», relève Alex Segovia, ajoutant que le groupe laitier fribourgeois n'envisage cependant pas encore de changer son modèle d'affaires.

Outre le fer, l'acier et le ciment, les secteurs qualifiés de difficiles à décarboner sont la production d'engrais, de produits pétrochimiques, l'aviation et le transport maritime. Ensemble, ils représentent un cinquième à un quart des émissions globales de gaz à effet de serre.

ATS/AFP



L'Industrie du ciment, la sidérurgie et l'Industrie alimentaire – Ici la fromagerie Cremo à Sierre –, gourmandes en énergie, verront leurs coûts prendre l'ascenseur. SACHA BITTEL/A

Difficultés à décarboner remises en cause

La décarbonation du fer, de l'acier et du ciment est «non seulement possible mais tout à fait réalisable avec les technologies existantes et émergentes», a estimé mardi l'institut de recherche Climate Analytics, remettant en question le statut d'activités «les plus difficiles à décarboner». L'organisation appelle à la mise en place d'approches «globales», soutenues par «des cadres politiques solides».

La production d'acier et de fer est responsable de 7% à 8% des émissions globales de gaz à effet de serre. Pour réduire son empreinte, l'association, basée en Allemagne, préconise de recourir davantage à l'acier secondaire ou recyclé. Concernant le ciment, qui pèse entre 5% et 8% des émissions carbone, l'associa-

tion regrette que les plans aujourd'hui retenus par le secteur s'appuient «particulièrement sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone». Une technologie qui «ne réduit pas les émissions aux niveaux nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5 degré», estime l'association.

Climate Analytics a calculé que, sur la base des politiques actuelles, les émissions du secteur sidérurgique baisseront «seulement de 10%», et que celles du ciment «progresseront de 4%» à horizon 2050. Pour limiter le réchauffement à 1,5 degré, leurs émissions devraient être réduites de 23% en 2030 (par rapport à 2023), de 46% d'ici à 2035 et de 94% d'ici à 2050.